SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan’Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Société civile et pouvoir politique

À Madagascar, l’expression « société civile » est mise à toutes les sauces. Le SeFaFi s’en est inquiété à plusieurs reprises, rappelant ses caractéristiques et ses fonctions, s’inquiétant de son manque d’indépendance et de représentativité, dénonçant son instrumentalisation par les politiciens et incitant à sa mobilisation au service du bien commun [1] . Le politologue Jean-Louis Quermonne en a donné une excellente définition : elle est « l'ensemble des rapports inter-individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ».

En d’autres termes, la société civile réunit tout ce qui ne relève pas des institutions et des responsabilités étatiques, elle recouvre tout ce qui n’est pas l’État : les personnes individuelles, la famille, l’organisation sociale, l’économie, la culture et la religion. Exclusives l’une de l’autre, la société civile et la société politique constituent ensemble la totalité d’une société donnée – à

l'exception notoire de la société militaire, vouée à la défense de la nation et de ses dirigeants, dont les règles de fonctionnement font une entité distincte de la société civile et de l'État.

La société civile ne cherche pas à exercer le pouvoir

La principale caractéristique de la société civile est de récuser toute finalité politique. Autant le but de l'action politique consiste à gérer l'intérêt général de la nation, indépendamment des intérêts particuliers et parfois contre eux, autant la société civile ne se préoccupe, par le biais de ses multiples composantes, que d'objectifs spécifiques : ceux des entreprises, des diverses associations, des confessions religieuses, des défenseurs des droits de l'homme, des ONG, etc.

Vouloir exercer le pouvoir implique la création d'une organisation dévouée à cette ambition et capable de mobiliser les électeurs. C'est la raison d'être des partis politiques, particulièrement prolifiques dans la Grande Île. Mais ces partis, qui ne sont pour la plupart que des groupuscules réunissant quelques parents ou amis, se confondent souvent avec des associations relevant de la société civile et qui dissimulent leurs ambitions avant de faire apparaitre leurs calculs politiques. Cette configuration ambiguë constitue la principale menace pour la crédibilité de la société civile. Celle-ci est alors perçue, par le citoyen, comme l'étape préalable d'un engagement politique qui n'ose pas encore se déclarer ouvertement.

On en a vu les méfaits récemment, lorsque des représentants auto-proclamés de la société civile ont engagé des discussions avec le pouvoir politique, représenté par le premier Ministre, pour mettre au point la version du Code électoral que le Parlement devra avaliser. Or les règles relatives aux élections relèvent de la souveraineté nationale, c'est pourquoi elles font l'objet de lois organiques. La société civile peut avancer ses suggestions. Mais discuter les termes d'un projet de loi avec le pouvoir exécutif témoigne, de part et d'autre, d'une grave méconnaissance du fonctionnement démocratique et de la bonne gouvernance. Les parties prenantes de la société civile devraient donc, de toute urgence, exprimer leur refus de s'associer, sous quelque forme que ce soit, à l'exercice du pouvoir.

Il en résulte logiquement que la volonté de fédérer les éléments de la société civile est utopique, voire dangereuse. Un président unique de la société civile ne peut être qu'un opportuniste auto-proclamé et sans aucune légitimité. Qui pourrait prétendre représenter valablement toutes les composantes de la société civile, cet « ensemble des rapports inter-individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses » ? Qu'un prétendu président de la société civile ait élaboré une « charte de la société civile » (élaborée et approuvée par qui ?), et qu'il soit reconnu par le gouvernement ou par la soi-disant communauté internationale à Madagascar, ne change rien au problème, bien au contraire.

La société civile n'est pas l'opposition

La culture traditionnelle privilégie l'union sur la division, au nom du *marimaritra iraisana* (consensus). Aujourd'hui par contre, dans le régime démocratique de la République malgache, le processus décisionnel ne peut plus se conformer aux pratiques anciennes. Après avoir sélectionné deux candidats, la compétition électorale choisit celui qui sera le dépositaire du pouvoir pendant le temps de son mandat. Les candidats du deuxième tour portent des projets de société différents, voire antagonistes. Mais celui qui n'est pas élu doit continuer à défendre son programme dans le cadre d'une opposition démocratique, si du moins il est fidèle à ses convictions. Nos politiciens, qui n'ont aucune éthique, font l'inverse : à peine élus, eux qui se prétendent les représentants de leurs électeurs, retournent leur veste, renient leurs engagements, repoussent leurs alliés, nouent de nouvelles alliances opportunistes et tournent le dos au peuple. Deux exemples le prouvent, qui ne sont pas sans rapport avec notre réflexion sur la société civile.

Le premier concerne l'article 72 de la Constitution : « Durant son mandat, le député ne peut, sous peine de déchéance, changer de groupe politique pour adhérer à un nouveau groupe, autre que celui au nom duquel il s'est fait élire ». Mais cette disposition est publiquement violée depuis 4 ans, dans sa lettre comme dans son esprit, avec l'approbation complice de la Haute Cour Constitutionnelle. Comment, dans de telles conditions, la société civile peut-elle se sentir encouragée à honorer la probité, dans la constance de ses engagements ?

Le deuxième exemple est tiré de l'article 78 de la constitution : « L'opposition a droit à un poste de vice-président et préside au moins l'une des commissions ». Mais aucun des députés qui contestent le pouvoir du Président élu n'a voulu ni pu endosser le titre officiel d'opposant, pourtant reconnu par la constitution pour la première fois dans l'histoire du pays. La raison en est simple : l'opposition, pour nos politiciens, est une salle d'attente où se retrouvent les candidats à des postes plus importants et plus lucratifs. Afin de s'assurer un avenir politique, sous n'importe quelle bannière, et en prévision des jours difficiles (*mitsinjo ny vodiandro merika*), il est de bon ton de ne se faire aucun ennemi, même si cet esprit de consensus se réalise au détriment de toute éthique.

C'est dans cette logique que le SeFaFi et quelques autres associations se voient parfois qualifiés d'« opposants » - ce qui prouve que les accusateurs ignorent ce qu'est la société civile et ce qu'est l'opposition. Partie prenante de la société civile, le SeFaFi n'a aucune ambition politique, puisque la participation à la société civile exclut tout engagement dans la société politique. Il en résulte, comme l'histoire récente l'a démontré, que les membres du SeFaFi qui s'engagent en politique perdent par le fait même leur qualité de membre. Cela permet à la société civile, en tant que représentative de segments importants de la société, de manifester librement son désaccord sur des décisions qui lui semblent préjudiciables au pays, et de proposer des solutions alternatives. Le SeFaFi s'y emploie régulièrement, sans représenter pour autant une opposition politique au pouvoir en place.

Société civile et cooptation politique

Le Professeur Quermonne l'a rappelé, la société civile se situe « en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ». Définir le périmètre de la société politique est relativement facile, il touche à l'État, à ses démembrements et à leurs représentants respectifs. Il se répartit entre le pouvoir central (Présidence, Gouvernement, Parlement), les collectivités territoriales décentralisés (provinces, régions, communes), les *fokontany*

, les administrations et services publics sur l'ensemble du territoire et, à l'étranger, les services diplomatiques.

Par contre, la diversité de la société civile défie l'inventaire : elle réunit tout ce qui n'est pas la société politique, à l'exception des forces armées on l'a dit. Il suffira de mentionner quelques-uns des secteurs de la vie sociale qui sont membres de droit de la société civile, et ont pleine légitimité pour s'en réclamer : entreprises industrielles et commerciales, agriculture, pêche, professions libérales, syndicats ouvriers et patronaux, artisanat, action humanitaire, défense de l'environnement ou des droits de l'homme, observation des élections, confessions religieuses, monde des artistes, associations sportives, amicales, etc. Il en résulte d'abord qu'aucun segment de la société ne peut valablement désigner son unique représentant, et ensuite qu'il est totalement utopique d'imaginer que puisse exister un représentant ou une entité unique et crédible de l'ensemble de la société civile. Prétendre le contraire relèverait de l'escroquerie.

Or lorsque les médias ou les dirigeants parlent de « la » société civile (ou pire, « des sociétés civiles » !), c'est une infime partie de l'ensemble qui est concerné, à savoir les associations qui se préoccupent de démocratie, d'État de droit, d'environnement ou d'humanitaire. Ces associations, aussi nombreuses, squelettiques et éphémères que les partis politiques, se seraient organisées pour élire « le » représentant de toute la société civile. Pareille opération étant véritablement impossible mener à bien, d'autant plus que les associations de la société civile peuvent être formelles aussi bien qu'informelles, il faut en conclure que les titres revendiqués sont usurpés et que la Charte des OSC (Organisations de la société civile) est un leurre. Cette dérive se retrouve dans l'intégration devenue quasi-systématique de représentants de la société civile dans les instances publiques [2] .

D'où l'ambiguïté des rencontres, initiées par les pouvoirs publics (premier Ministre et président de la République) avec des représentants « choisis » de la société civile. Cette dernière n'a pas à participer à l'élaboration des projets de loi à soumettre au Parlement, elle n'est pas une instance de concertation pour le pouvoir exécutif. Elle doit être et rester indépendante du pouvoir politique, et se situer « en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ». Faute de quoi, elle sera instrumentalisée par le pouvoir ou se verra réduite à un silence complice.

Faire partie de la société civile requiert un sentiment citoyen tendant à la recherche du bien commun, sans qu'il y ait nécessairement contrepartie matérielle ou financière. Mais lorsque la société civile manque de professionnalisme et de moyens, elle risque d'être phagocytée. L'embrigadement progressif des OSC par l'État et par les bailleurs de fonds (ne parle-t-on pas de société civile « de la Banque mondiale, du PNUD ou de l'Union européenne » ?) entretient le

comportement d'assisté et le manque d'autonomie et de créativité. Agir au sein de la société civile tend alors à devenir un business au service des financeurs et du pouvoir.

Antananarivo, 10 février 2018

---

[1] . Communiqués du SeFaFi : « Caractéristiques et responsabilités de la société civile » (28 octobre 2005), « Mobiliser la société civile » (17 octobre 2007), « La société civile et sa fonction d'interpellation » (21 octobre 2009), « Classe politique dévoyée, société civile instrumentalisée » (3 septembre 2010), « Société civile, société politique, quelle représentativité ? » (30 mai 2011) et « L'indépendance de la société civile » (11 mai 2015).

[2] . Ainsi de la CENI (Commission électorale nationale indépendante), de la HCDDED (Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit) ou du CSM (Conseil supérieur de la magistrature), etc.

****

SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email : sefafi@gmail.com

Fiarahamonim-pirenena sy fahefana politika

Eto Madagasikara dia zary sotrobe lava tango sisa, sady andoaram-bary no ikapohana alika, ilay fiteny hoe « fiarahamonim-pirenena ». Efa imbetsaka ny SeFaFi no nanahy ny amin'io ka nampahatsiahy ny tokony hampiavaka azy sy ny ho anjara asany, nanahy ny amin'ny tsy fahampian'ny fahafahany sy ny maha mpisolo tena azy, nanakiana ny fampiasan'ny mpanao politika azy ho fitaovana, ary nanentanany amin'ny tokony hanaingana azy hiasa ho an'ny tombontsoa iombonana [1] . Tena tsara ny fomba namaritan'ilay mpandinika politika atao hoe Jean-louis Quermonne azy : « Ny fiarahamonim-pirenena, hoy izy,

dia ny fitambaran'ny fifandraisan'ny tsirairay, ny rafitra ara-pianakaviana, ara-piarahamonina, ara-toekarena, ara-kolontsaina, ara-pinoana, izay mivelatra ao amin'ny fiarahamonina iray, any ivelan'ny sehatry sy ny asan'ny Fanjakana »
.

Izany hoe, atambatry ny fiarahamonim-pirenena avokoa izay rehetra tsy miankina amin'ny rafi-panjakana sy ny andraiki-panjakana, voafaokany avokoa raha vao tsy Fanjakana : ny olona tsirairay, ny fianakaviana, ny fandaminana any amin'ny fiarahamonina, ny toekarena, ny kolontsaina, ary ny finoana. Tsy azo atambatra mihitsy ny fiarahamonim-pirenena sy ny fiarahamonina politika nefa ireo no mivaingana ho fiarahamonina anankiray – afa-tsy ny fiarahamonin'ny tafika fantatra tsara fa efa natokana ho an'ny fiarovana ny firenena sy ny mpitondra azy, manana fitsipika manokana mifehy azy izy ka iavahany amin'ny fiarahamonim-pirenena sy ny Fanjakana.

Tsy mikendry ny haka fahefana ny fiarahamonim-pirenena.

Ny tena mampiavaka ny fiarahamonim-pirenena dia izy mandà mafy rehefa mety ho kajikajy politika. Raha ny hitantanana ny tombontsoa iombonan'ny firenena no kendren'ny asany ara-politika, ny fiarahamonim-pirenena dia tsy mijery mihitsy ny tombontsoan'ny tsirairay, indraindray aza izy manohitra izany ary, amin'ny alalan'ny rantsa-mangaikany marobe dia tsy mikendry afa-tsy tanjona mazava dia : ny tanjon'ny orinasa, ny fikambanana samihafa, ny fiangonana, ny mpiaro ny zon'ny olombelona, ny ONG (fikambanana tsy miankina amin'ny fanjakana), sns.

Raha te haka ny fahefana dia tsy maintsy manangana fikambanana natokana ho an'izany tanjona izany ary mahavita manainga ny mpifidy. Izany no antom-pisian'ny antoko politika, izay tena vokatra be eto amin'ny Nosy. Fa ireny antoko ireny, izay mandrakariva zara raha fitambaran'ny tapaka sy namana vitsivitsy fotsiny, dia lasa mitsofoka any amin'ny fikambanana ao anatin'ny fiarahamonim-pirenena, manafina ny teti-dratsiny izy alohan'ny hampisehoany ny kajikajiny ara-politika. Io endriny manalasala io no hanimba voalohany indrindra ny fahatokisana

ny fiarahamonim-pirenena. Ny fiheveran'ny olom-pirenena an'izany mantsy dia dingana atao alohan'ny hirotsahana amin'ny politika mbola tsy sahy abaribary.

Hita ny voka-dratsin'izany tao ho ao, raha nisy nitonon-tena ho solotenan'ny fiarahamonim-pirenena lasa nifanakalo hevitra tamin'ny manam-pahefana ara-politika, nosoloin'ny Praiministra tena, mba hamita ny lalàm-pifidianana izay tokony hankatoavin'ny Parlemanta. Ny fitsipika mifehy ny fifidianana anefa dia natokana ho an'ny olom-pirenena rehetra, noho izany dia lalàna fototra no tokony handaminana azy. Ny azon'ny fiarahamonim-pirenena atao dia ny manolotra sosokevitra. Fa ny miady hevitra momba ny rijantenin'ny volavolan-dalàna miaraka amin'ny fahefana mpanatanteraka dia mampiseho avy amin'ny an-daniny sy an-kilany tsy fahalalana tena mitera-doza ho an'ny fiasan'ny demokrasia sy ny fahaiza-mitantana. Koa izay rehetra voakasik'izany ao amin'ny fiarahamonim-pirenena dia tokony haneho haingana dia haingana ny fandavany tsy hiombona, na amin'ny fomba ahoana na amin'ny fomba ahoana, amin'ny fitondrana fanjakana.

Ny tsy maintsy aterak'izany dia izao : ho nofinofy ihany, na mety hitera-doza mihitsy aza, ny finiavana hanambatra ny fiarahamonim-pirenena isanisany. Izay ho filoha tokan'ny fiarahamonim-pirenena dia tsy maintsy ho mpanararaotra nitonon-tena sady tsy hisy maha ara-dalàna azy. Iza no sahy hilaza fa mahasolo tena marina ny rantsa-mangaikan'ny fiarahamonim-pirenena rehetra dia ilay « fitambaran'ny fifandraisan'ny tsirairay, ny rafitra ara-pianakaviana, ara-piarahamonina, ara-toekarena, ara-kolontsaina, ara-pinoana (natsangana sy nankatoavin'iza?) ? Ary na dia nankatoavin'ny governemanta na ilay lazaina fa fianakaviambe iraisam-pirenena eto Madagasikara aza izy, tsy manova ny olana velively, mainka koa aza mampitombo azy.

Ny fiarahamonim-pirenena akory tsy ny fanoherana

Ny kolontsaina mahazatra dia manome vahana ny firaisana mitaha amin'ny fizarazarana, amin'ny anaran'ny marimaritra iraisana. Ankehitriny anefa, ato amin'ny fitondrana demokratikan'ny Repoblika Malagasy, ny fandraisana fanapahan-kevitra dia tsy azo

ampifanarahina intsony amin'ny fanao taloha. Rehefa voasivana ny kandidà roa, ny fifaninanana ara-pifidianana dia misafidy ilay ho tompon'ny fahefana mandritra ny fotoana hiasany. Ny kandidà tafiditra fihodinana faharoa dia mitondra vinam-piarahamonina samy hafa, mety hifanipaka mihitsy aza. Fa ilay tsy lany dia tsy maintsy manohy miaro ny fandaharan'asany ao anatin'ny sehatra demokratika, raha toa izy ka tena tsy mivadika amin'ny hevitra ijoroany. Ny mpanao politikantsika, izay tsy mba manana ethìka dia ny mifamadika amin'izany no ataony : vao lany izy, izy izay miseho ho mpisolo tena ny mpifidy azy, dia avadiny ny palitaony, ivadihany ny teny nomeny, atosiny ny namany, mamory namana vaovao mpanararaotra izy ary manome lamosina ny vahoaka. Misy ohatra roa manamarina izany izay misy ifandraisany amin'ny nandinihanay ny fiarahamonim-pirenena.

Ny voalohany dia momba ny andininy 72-n'ny Lalàmpanorenana : « Mandritra ny fotoana hiasany, ny solombavambahoaka dia tsy mahazo miova vondrona politika ka hiditra amina vondrona vaovao hafa noho ilay nandaniana azy, raha tsy izany izy dia haongana ». Fa nibaribary ny fanitsakitsahana an'io didim-panjakana io nandritra ny 4 taona, na ara-bakiteny na ara-keviny, ary izany dia ankatoavin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana mpiray tsikombakomba. Eo anatrehan'izany, ahoana moa no hahafahan'ny fiarahamonim-pirenena hahatsiaro tena hahazo fampirisihana hanaja ny marina ka tsy hivaona amin'ny teny nomeny ?

Ny ohatra faharoa dia notsoahina avy amin'ny andininy 78-n'ny Lalàmpanorenana : « Ny mpanohitra dia manana zo hahazo toeran'ny filoha lefitra ary hitarika fara faharatsiny ny iray amin'ny komisiona ». Fa tsy nisy na iray aza tamin'ny solombavambahoaka izay tsy nankasitraka ny fitondrana nanaiky na afaka nisalotra ny anarana ofisialy ho mpanohitra, nefa dia neken'ny Lalàmpanorenana izany, ary sambany teto amin'ny tantaran'ny firenena. Tsotra ny antony : ny fanoherana, ho an'ny mpanao politikantsika, dia efitra fiandrasana ipetrahan'ny kandidà mikendry toerana ambonimbony sy ahazoam-bola kokoa. Mba hahatsara antoka ny hoavy politika, na iza hiandaniana na iza, ary ho fitsinjovana ny vodiandro merika, tsara ihany ny tsy manangam-pahavalo, na dia hita izao aza fa io fankamamiana ny firaisana io dia mamono ny ethìka rehetra.

Izany no mahatonga ny SeFaFi sy ny fikambanana vitsivitsy hotondroina ho « mpanohitra » indraindray – porofo izany fa ireo mpanenjika dia tsy mahalala velively ny atao hoe fiarahamonim-pirenena sy ny hoe fanoherana. Mpikatroka ao anatin'ny fiarahamonim-pirenena ny SeFaFi, ka tsy manana tanjona politika mihitsy, satria ny fandraisana anjara amin'ny fiarahamonim-pirenena dia manakana tsy hirotsaka any amin'ny fiarahamonina politika. Ny vokatr'izany, araka ny efa voaporofon'ny tantara vao haingana, ny mpikambana ato amin'ny SeFaFi izay mirotsaka amin'ny politika dia miala avy hatrany amin'ny maha mpikambana azy. Izany dia mba hahafahan'ny fiarahamonim-pirenena, amin'ny maha solotenan'ny ampahany betsaka amin'ny fiarahamonina azy, maneho an-kalalahana ny tsy fankatoavany izay fanapahan-kevitra heveriny fa tsy mahasoa ny firenena, ary manolotra ny vahaolana hasolo

azy. Tsy mitsahatra manao izany ny SeFaFi, fa tsy misolo toerana ny mpanohitra ara-politika ny fitondrana ankehitriny mihitsy izy amin'izany.

Fiarahamonim-pirenena sy fanendrena politika

Ny Profesora Quermonne dia nampahatsiahy fa ny fiarahamonim-pirenena dia any « ivelan'ny sehatra sy ny asan'ny Fanjakana ». Tsy dia sarotra loatra ny mametra ny faritry ny fiarahamonina politika : izy dia mikasika ny Fanjakana sy ny sampan-draharahany ary ny solotenany tsirairay avy. Mitsinjara ho ny fitondrana foibe izy (Prezidansa, Governemanta, Parlemanta), ny vondrom-paritra itsinjaram-pahefana (faritany, faritra, kaomina), ny fokontany, ny fitondrana ary ny asam-panjakana eto an-toerana, sy ny any ivelany dia ny asa diplomatika.

Tena sarotra tanisaina kosa ny fiarahamonim-pirenena noho izy maro karazana loatra : mitambatra ao aminy avokoa izay tsy fiarahamonina politika rehetra, afa-tsy ny tafika araka ny efa voalaza. Aleo singanina fotsiny ny vitsivitsy any amin'ny sehatry ny asa sosialy izay mpikambana avy hatrany ao amin'ny fiarahamonim-pirenena, ary manana zo tanteraka hijoro ho mpikambana ao : ny orinasa manao indostria sy mivarotra, mamboly, manjono, ny fitambaran'ny asa ataon'ny tsirairay, ny sendikàn'ny mpiasa sy ny mpampiasa, ny asa tanana, ny asa fanasoavana, ny fiarovana ny tontolo iainana sy ny zon'ny olombelona, ny fanaraha-maso ny fifidianana, ny fiangonana, ny tontolon'ny mpanakanto, ny fikambanana ara-panatanjahantena, ny fikambanan'ny mitovy tanjona, sns. Noho izany aloha dia tsy misy mihitsy singany iray amin'ny fiarahamonim-pirenena afaka manondro mpisolotena ho azy samirery, ary manaraka izany, tena manonofy antoandro ny mihevitra fa mety hisy ny olona iray na vondrona iray azo antoka fa misolo tena tokoa ny fitambaran'ny fiarahamonim-pirenena. Fitaka be vava no ataon'izay miseho hanohitra an'izany.

Nefa rehefa miresaka « ny » fiarahamonim-pirenena (na ny loza kokoa « ireo » fiarahamonim-pirenena !) ny gazety na ny mpitondra dia ny ampahany kely amin'izy rehetra no voakasika, dia ny fikambanana miahy ny demokrasia, ny Fanjakana tan-dalàna, ny tontolo iainana sy ny fanasoavam-bahoaka. Ireny fikambanana ireny, hono, izay sady zavon-tany no

kaozatina ary tsy mateza, tahaka ny antoko politika ihany, dia nitambatra mba hifidy « ny » mpisolo tena ny fiarahamonim-pirenena rehetra. Tsy ho vita na oviana na oviana ny hanatontosa an-tsakany sy an-davany ny asa toy izany, sady izay koa ny fikambanana ao amin'ny fiarahamonim-pirenena dia mety hanara-penitra na tsia, noho izany dia tsy maintsy azo heverina fa toerana halatra ireo notakiana ireo, ary ny dinan'ny OSC (Fitambaran'ny Fiarahamonim-Pirenena) dia fitaka. Hita io fandehan-javatra mibirioka io amin'ny saika fampidirana hatrany ny solotenan'ny fiarahamonim-pirenena any amin'ny rafi-panjakana [2] .

Lasa mampiahiahy ny fihaonana karakarain'ny fitondram-panjakana (Praiministra, Prezidàn'ny Repoblika), miaraka amin'ny solotena « nofidiana » avy amin'ny fiarahamonim-pirenena. Tsy anjaran'ity farany ity mihitsy ny mamolavola lalàna hatolotra ny Parlemanta, tsy izy no rafitra natao hiara-midinika amin'ny fahefana mpanatanteraka. Izy dia natao ary tsy maintsy mijanona ho mahaleo tena manoloana ny fahefana politika, ary mametraka ny tenany « any ivelan'ny sehatra sy ny asan'ny Fanjakana ». Raha tsy izany izy dia ho zary fitaovana eo am-pelatanan'ny fahefana na ho voatery hiray tsikombakomba hangina.

Rehefa miditra ao anaty fiarahamonim-pirenena dia tsy maintsy manana fisainan'ny olom-pirenena vonona hikaroka ny tombontsoa iombonana, tsy manantena valiny ara-bola na ara-pitaovana. Fa rehefa tsy ampy traikefa sy fitaovana ny fiarahamonim-pirenena dia mety harapaky ny sasany. Voagadran' ny Fanjakana sy ny mpamatsy vola tsikelikely ny OSC (tsy efa fiteny ve moa ny hoe « fiarahamonim-pirenen'ny Banky Iraisam-pirenena, ny PNUD na ny Vondrona Eoropeana » ?), voakolokolo ilay toetra mpiankin-doha, sady tsy mahatsangy no tsy mahaary. Ny miasa ao amin'ny sehatry ny fiarahamonim-pirenena noho izany dia lasa fanaovana afera ho an'ny mpamatsy vola sy ny fitondrana.

Antananarivo, 10 februnary 2018

---

[1] . Fanambaran'ny SeFaFi : « Ny mampiavaka sy ny andraikitry ny fiarahamonim-pirenena » (28 oktobra 2005), « Manainga ny fiarahamonim-pirenena » (17 oktobra 2007), « Ny fiarahamonim-pirenena sy ny adidiny hanaitra » (21 oktobra 2009), « Mpanao politika mibirioka, fiarahamonim-pirenena lasa fitaovana » (3 septambra 2010), « Fiarahamonim-pirenena,

fiarahamonina politika mahasolo tena an'iza ? » (30 mey 2011) ary « Fahaleovantenan'ny fiarahamonim-pirenena » (11 mey 2015).

[2] . Toy izany ny CENI (Komitim-Pirenena Mahaleo tena misahana ny Fifidianana), ny HCDDED (Filankevitra Ambony Miaro ny Demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna) na ny CSM (Filankevitra Ambonin'ny fitsarana), sns.